



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture du Nord

Secrétariat général
Direction de la coordination des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales
Réf : DCPI-BPE/AP

**Arrêté préfectoral imposant des prescriptions complémentaires à la société SEVELNORD pour la
poursuite d'exploitation de ses installations implantées sur le territoire des communes
d'HORDAIN et de LIEU-SAINT-AMAND**

Le préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 nommant Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 nommant Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord

Vu l'arrêté ministériel du 12 février 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4715 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 octobre 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1416 (station de distribution d'hydrogène gazeux) de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 janvier 1993, modifié les 4 décembre 2002, 10 mars 2004, 23 juillet 2004, 2 février 2006, 24 mai 2007, 23 février 2010, 15 février 2013, 19 juin 2014, 16 octobre 2017, 17 décembre 2019 et le 26 juin 2020, autorisant la société SEVELNORD (société européenne de véhicules légers du Nord) à exploiter une usine de fabrication de véhicules automobiles sur les communes d'HORDAIN et de LIEU-SAINT-AMAND ;

Vu le décret du 13 février 2025 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu la modification notable portée à la connaissance du préfet par la société SEVELNORD le 17 mai 2023, ainsi que le dossier joint, concernant la fabrication de véhicules électriques eK0 ;

Vu la modification notable portée à la connaissance du préfet par la société SEVELNORD le 10 novembre 2023 concernant la fabrication de véhicules à hydrogène HK0 et le dossier joint, complété le 17 octobre 2024 ;

Vu la modification notable transmise par la société SEVELNORD au préfet le 18 décembre 2024, relative à la mise à jour des puissances installées au titre de la rubrique 3110, accompagnée du courrier explicatif joint ;

Vu l'avis en date du 15 octobre 2024 du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) ;

Vu le rapport du 10 mars 2025 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement transmis à l'exploitant par courriel du 10 mars 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé ;

Considérant ce qui suit :

1. le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;
2. en conséquence, les modifications envisagées peuvent être autorisées par voie d'arrêté complémentaire ;
3. conformément au code de l'environnement, il convient de fixer des prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement rend nécessaires ;
4. les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 janvier 1993 modifié méritent d'être complétées et actualisées ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} – Objet

La société européenne de véhicules légers du Nord (SEVELNORD), ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé zone d'activité Jean Monnet – ZI n°3 – BP 10 – 59111 LIEU-SAINT-AMAND, est autorisée à poursuivre l'exploitation des activités visées par l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1993, dans les conditions prévues par le présent arrêté, pour exploiter une usine de fabrication de véhicules automobiles implantée à la même adresse, sur le territoire des communes de LIEU-SAINT-AMAND et d'HORDAIN.

Article 2 – Conformité aux dossiers

Les aménagements, installations, ouvrages et travaux, ainsi que leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers susvisés déposés par l'exploitant. En tout état de cause, ils respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé, des arrêtés complémentaires susvisés, ainsi que les autres réglementations en vigueur.

Article 3 – Activités autorisées

Le tableau de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 26 juin 2020 est remplacé par les dispositions suivantes :

I. Activités et installations relevant du régime de l'autorisation

Rubrique	Désignation des activités	Caractéristiques	classement
3670.2	Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique : 2. Supérieure à 200 tonnes par an pour les autres installations que celles classées au titre du 1.	La capacité maximale de solvant organique étant de 1985 t/an	A
3260	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m³	Le volume total des cuves affectées au traitement est 309 m³	A
3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	<p>Cumul des puissances au niveau du site : 108,743 MW</p> <p>Toutes les installations sont alimentées au gaz naturel</p> <p>Bat.10 : 2 chaudières de 3,6 MW et une chaudière de secours à 4,64 MW, soit une puissance totale de 11,84 MW (compteur poste de détente n°1)</p> <p>Bat.01 Ferrage : Installations pour le chauffage des locaux (make-up, aérothermes, panneau rayonnant) pour une puissance totale de 23,802 MW (compteur poste de détente n°7)</p> <p>Bat. 01 – Extension nouveau montage Installations étuve du box retouches : 2 brûleurs de 260 kW, soit 520 kW (compteur poste de détente n°7)</p> <p>Bat. Peinture (02) : Installations pour le chauffage des locaux pour une puissance totale de 11.04 MW</p> <p>Bat. 03 - VO : Installations pour le chauffage des locaux (4 make-up) pour une puissance totale de 6,664 MW</p> <p>Bat.35 : 1 installation pour le chauffage des locaux (make-up) pour une puissance totale de 0,125 MW</p> <p>Bat.50 : 2 installations pour le chauffage des locaux (générateur, chaudière) pour une puissance totale de 0,455 MW</p> <p>Bat.38 : 1 installation pour le chauffage des locaux (make up, aérotherme) pour une puissance totale de 0,621 MW</p> <p>Bat. 02 - Peinture (40,812) :</p>	A

Rubrique	Désignation des activités	Caractéristiques	classement
		<ul style="list-style-type: none"> • 13 make-up : 9,575 MW; • 1 installation au séchage peinture (étuve cataphorèse) : 4,156 MW ; • 1 installation au séchage peinture (étuve apprêts) : 3,809MW ; • 1 installation au séchage peinture (étuve laques) : 4,392 MW ; • 1 installation en peinture conditionnement d'air (verniss) : 4,650 MW ; • 1 installation en peinture conditionnement d'air (base 1) : 4,650 MW ; • 1 installation en peinture conditionnement d'air (base 2) : 2,25 MW ; • 1 installation en peintures incinération (incinérateur 2) : 2,22 MW ; • 1 installation de conditionneurs (concentrateur - roue zéolithe) : 0,564 MW ; • 1 installation de conditionnement d'air (TTS/Cataphorèse) : 0,563 MW ; • 1 installation de conditionnement d'air (REV/Cataphorèse) : 0,495 mW • 1 installation de conditionnement d'air (contrôle final) : 0,788 MW • 1 installation de conditionnement d'air (cabines petites retouches) : 2MW • 1 installation de séchage peinture (étuve petites retouches) : 0,7 MW <p>Bat. 03 - VO :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 4 installations pour l'atelier peinture conditionnement d'air pour une puissance totale de 5,29 MW (compteur poste de détente n°5) • Bâtiment COGESTAR : installation de Cogénération de puissance 7,574 MW 	
29401.a	<p>Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801.</p> <p>1. Lorsque les produits mis en œuvre sont à base de liquides et lorsque l'application est faite par un procédé « au trempé » (y compris l'électrophorèse), la quantité maximale de produits susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure à 1 000 l</p>	<p>Quantité maximale susceptible d'être présent sur le site :</p> <p>Cataphorèse : Cuve : 192 m³ Déversoir : 24 m³</p>	A
29402.a	<p>Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801.</p> <p>2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant : a) Supérieure à 100 kg/</p>	<p>Quantité maximale susceptible d'être mise en œuvre sur le site : 28,55 t/j</p> <p>Application de vernis, peinture et produits d'étanchéité :</p> <p>Bâtiment 01 – Nouveau montage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 50 kg/j pour le box des retouches peintures (BTU = BouT d'Usine) - Par pulvérisation, dépôt et cuisson ou séchage de peintures, vernis et mastics à base de solvants : - Etanchéité : 15 t/j - Bases, Laques (teintes), Vernis : 13,5 t/j 	A

II. Activités et installations relevant du régime de l'enregistrement

Rubrique	Désignation des activités	Caractéristiques	Classement
2921-1-a	<p>Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) :</p> <p>1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle :</p> <p>a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW</p>	<p><u>Installation classée déclarée avant le 1er juillet 2005</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Un circuit ouvert SOUDEUSES avec 3 tours de 1200 kW unitaire (3600 kW) - Un circuit ouvert COMPRESSEURS avec 3 tours de 1920 kW unitaire (5760 kW) <p>Puissance thermique totale de 9360 kW</p>	E
4331.2	<p>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1.000 t</p>	<p>Quantité totale susceptible d'être présente sur le site 410,53 t</p> <p><u>Bâtiment 02 - Peinture :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Centrale des laques : 150 tonnes - SAS Centrale des laques (stockage peinture) : 46,4 tonnes - Cuves enterrées de solvant (acétate de butyle, xylène, solvant usé, solvant régénéré) : 175,5 tonnes <p><u>Bâtiment 03 – ex-Montage :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Stockage Ethanol pour lave-glace : 4,8 tonnes - Lave glace : 10 t <p><u>Bâtiment 01 – Nouveau Montage :</u></p> <p>Déplacement du local peinture « centrale des laques » du bâtiment 03 vers le bâtiment 01 : 2,4 t</p> <p><u>Produits divers sur le site :</u></p> <p>Nettoyant pare-brise, produit lave-glace, alcool isopropylique : 17,03 t</p> <p><u>Bâtiment 03 – VO :</u></p> <p>Local peinture : 2,4 t</p> <p><u>Bâtiment SN01 :</u></p> <p>Stockage de solvants (encollage batterie) : 2 tonnes</p>	E

III. Activités et installations relevant du régime de la déclaration

Rubrique	Désignation des activités	Caractéristiques	Classement
1435.2	<p>Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules.</p> <p>Le volume annuel de carburant liquide distribué étant :</p> <p>2. Supérieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m³</p>	<p>Le volume annuel de carburant liquide distribué est inférieur à 20 000 m³.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Station service pour l'utilisation des véhicules interne, les déplacements professionnels et les essais de roulage. <p>Le volume annuel de carburant distribué est de l'ordre de 600 m³ au total (essence + gasoil).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Distribution pour remplissage des réservoirs des véhicules sur la ligne montage : (1273 m³). - Consommation annuelle de carburant pour l'activité VO : 68 m³ 	D

Rubrique	Désignation des activités	Caractéristiques	Classement
1978.6	<p>Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) :</p> <p>6. Revêtement et retouche de véhicules, lorsque la consommation de solvant ⁽¹⁾ est supérieure à 0,5 t/an</p> <p>⁽¹⁾ Quantité totale de solvants organiques utilisée dans une installation par année, moins les composés organiques volatils récupérés en vue de leur réutilisation.</p>	<p>La capacité maximale de solvants organiques est de 1985 t/an</p>	D
2663-2b	<p>Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 :</p> <p>2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>b) supérieur ou égal à 1 000 m³, mais inférieur à 10 000 m³</p>	<p>Le volume total susceptible d'être stocké est de 4870 m³</p> <p><u>Bâtiment 01 – Ferrage et montage :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Ferrage : 557 m³ ; • Montage : 4313 m³ 	D
2925.1	<p>Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') :</p> <p>1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération ⁽¹⁾ étant supérieure à 50 kW</p> <p>⁽¹⁾ Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers</p>	<p>Atelier de charge des accumulateurs dont la puissance totale est 1080 kW</p> <p>1/ pour la charge des onduleurs de sauvegarde process :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Bâtiment ferrage : 200 kW - Bâtiment peinture : 200 kW - Bâtiment montage : 160 kW <p>2/ pour la charge des onduleurs de sauvegarde informatique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Bâtiment ferrage : 40 kW - Bâtiment peinture : 40 kW - Bâtiment montage : 40 kW - Bâtiment 10 : 30 kW - Bâtiment 25 : 30 kW - Bâtiment 30/33 : 320 kW - Bâtiment 31 : 20 kW 	D
2925.2	<p>Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') :</p> <p>2. Lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération ⁽¹⁾ étant supérieure à 600 kW, à l'exception des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ouvertes au public défini par le décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs</p> <p>⁽¹⁾ Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers</p>	<p>Atelier de charge des accumulateurs dont la puissance totale est 1387,2 kW</p> <p>Pour la charge d'accumulateurs des cars :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nord montage : 589,6 kW - Sud montage : 186,4 kW - Ferrage : 411,2 kW - Bâtiment 3 : 200 kW 	D

Rubrique	Désignation des activités	Caractéristiques	Classement
2930-1.b	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie. 1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur, la surface de l'atelier étant : b) Supérieure à 2 000 m ² , mais inférieure ou égale à 5 000 m ²	Atelier d'entretien des véhicules et engins à moteurs d'une surface de 3 827 m ² : - Bâtiment 20 : 670 m ² - Bâtiment 03 : 800 m ² - Bâtiment 03 – atelier VO : - smart repair carrosserie : 785 m ² ; - atelier mécanique : 1 372 m ² ; - lavage : 200 m ²	D
2930-2.b	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie. 2. Vernis, peinture, apprêt, (application, cuisson, séchage de) sur véhicules et engins à moteur, la quantité maximale de produits susceptible d'être utilisée étant : b) Supérieure à 10 kg/j, mais inférieure ou égale à 100 kg/j	Bâtiment 03 - VO : application par pulvérisation cabine et box : 47 kg/j	D
4140.2.b	Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	Stockage de nitrite de sodium pour une quantité totale susceptible d'être présente de 8,5 t.	D
4330.2	Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60°C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée ¹ . La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t ¹ Conformément à la section 2.6.4.5 de l'annexe I du règlement (CE) n° 1272/2008, il n'est pas nécessaire de classer les liquides ayant un point d'éclair supérieur à 35°C dans la catégorie 3 si l'épreuve de combustion entretenue du point L2 partie III, section 32 du Manuel d'épreuves et de critères des Nations Unies a donné des résultats négatifs. Toutefois, cette remarque n'est pas valable en cas de température ou de pression élevée, et ces liquides doivent alors être classés dans cette catégorie.	La quantité totale susceptible d'être présente sur le site est de 1,5 t. Divers produits répartis sur site (colles, graisses, nettoyeurs, etc...)	D
4715.2	Hydrogène (numéro CAS 133-74-0) La quantité susceptible d'être présente dans l'installation terrestre étant : 2. Supérieure ou égale à 100 kg mais inférieure à 1t	La quantité susceptible d'être présente sur le site est de 610 kg (deux conteneurs de 300 kg auquel il est ajouté l'hydrogène présent dans les modules HSS - max 10kg)	D
1416	Stations-service : installations terrestres, ouvertes ou non au public, où l'hydrogène gazeux est transféré dans les réservoirs de véhicules, la quantité journalière d'hydrogène distribuée étant supérieure ou égale à 2 kg/jour	La quantité journalière d'hydrogène distribuée sera de 36 kg/j	DC

Rubrique	Désignation des activités	Caractéristiques	Classement
4719.2	Acétylène (numéro CAS 74-86-2). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 250 kg mais inférieure à 1 t	Dépôt d'acétylène en bouteille d'une capacité totale de 280 kg	D
1185.2.a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	La quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation est de 1 400 kg (équipements frigorifiques ou climatiques de capacité unitaire > 2 kg)	DC
1185.3.1.a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 3. Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire. 1) Fluides autres que l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) en récipient de capacité unitaire supérieure ou égale à 400 l	La quantité totale de produit R134a susceptible d'être présente sur le site est de 5 592 kg - Bâtiment 01 : 2 bouteilles de 466 kg de R134a en bord de ligne ; - Bâtiment 01 : 9 bouteilles de 466 kg de R134a soit 4 194 kg en stock tampon - Bâtiment 01 - BTU (Bout d'usine) : : 1 bouteille de 466 kg	D

IV. Activités et installations non classées

Rubrique	Désignation des activités	Caractéristiques	Classement
1434	Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C ⁽¹⁾ , fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435). 1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant : a) Supérieur ou égal à 100 m³/h b) Supérieur ou égal à 5 m³/h, mais inférieur à 100 m³/h 2. Installations de chargement ou de déchargement desservant un stockage de ces liquides soumis à autorisation ⁽¹⁾ à l'exception de ceux ayant donné des résultats négatifs à une épreuve de combustion entretenue reconnue par le ministre chargé des installations classées	Le débit maximum total est de 4,6 m³/h Distribution de fuel-oil : 0,6 m³/h ; Distribution de lave glace depuis la cuve de mélange à un débit de 4 m³/h.	NC

Rubrique	Désignation des activités	Caractéristiques	Classement
1436	<p>Liquides de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C ⁽¹⁾, à l'exception des boissons alcoolisées (stockage ou emploi de).</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 1 000 t 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t</p>	<p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations est de 77 tonnes.</p> <p>Broierie mastic : 1 cuve de 57 t ; Broierie mastic : containers et fûts : 20 t ;</p>	NC
1630	<p>Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de). Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure à 250 t 2. Supérieure à 100 t, mais inférieure ou égale à 250 t</p>	<p>Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation : 31 tonnes</p> <p>Dépôt aérien de lessive de soude : - Bâtiment peinture : 26,4 t - Bâtiment montage : 4,35 t.</p>	NC
2564	<p>Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques, à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3670.</p> <p>1. Hors procédé sous vide, le volume des cuves affectées au traitement étant : a) Supérieur à 1 500 l b) Supérieur à 20 l mais inférieur ou égal à 1 500 l pour les solvants organiques à mention de danger H340, H350, H350i, H360D, H360F ou les liquides organohalogénés à mention de danger H341 ou H351, au sens du règlement (CE) n°1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006 c) Supérieur à 200 l mais inférieur ou égal à 1 500 l pour les autres liquides organohalogénés ou solvants organiques</p> <p>2. Pour les procédés sous vide, le volume des cuves affectées au traitement étant supérieur à 200 l</p>	<p>Un bain de Solvant 60 - Safety Kleen (non visé au 1 de la présente rubrique) d'un volume de 110 litres dans le bâtiment ferrage</p>	NC
4718	<p>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène).</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant :</p> <p>1. Pour le stockage en récipients à pression transportables : a. Supérieure ou égale à 35 t b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 35 t 2. Pour les autres installations : a. Supérieure ou égale à 50 t b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t</p> <p>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 (à l'exclusion des stations de compression connexes aux canalisations de transport) : 50 t Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 (à l'exclusion des stations de compression connexes aux canalisations de transport) : 200 t (*) Une station d'interconnexion d'un réseau de transport de gaz n'est pas considérée comme une installation classée au titre la rubrique 4718</p>	<p>Stockage de 1234yf pour une quantité totale susceptible d'être présente de 2394 kg</p> <p>Bâtiment 01 : 1234yf - 4 bouteilles de 57 kg en bord de ligne ; - 2 bouteilles de 57 kg en bout d'usine ; - zone tampon de 3 racks de 12 bouteilles pleines de 57 kg déplacée à l'est du bâtiment 01.</p>	NC

Rubrique	Désignation des activités	Caractéristiques	Classement
4734	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés : a) Supérieure ou égale à 2 500 t b) Supérieure ou égale à 1 000 t mais inférieure à 2 500 t c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total</p> <p>2. Pour les autres stockages : a) Supérieure ou égale à 1 000 t b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total</p> <p>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 2 500 t Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 25 000 t</p>	<p>Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation de 111 tonnes.</p> <p>Pour les cavités souterraines : - 1 cuve essence de 50 m³ soit 37,5 tonnes - 1 cuve gasoil de 50 m³ soit 41,25 tonnes - 1 cuve Fuel de 20 m³ soit 17 tonnes</p> <p>Pour les autres stockages - 1 cuve Fuel de 5 tonnes - 1 cuve Fuel de 10 tonnes</p>	NC

A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé).

L'établissement fait partie des établissements dit "IED" car il comprend des activités visées par les dispositions prises en application de la transposition de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles (rubriques 3000 de la nomenclature).

Ainsi, en application des articles R. 515-58 et suivants du code de l'environnement :

1. la rubrique principale de l'exploitation est la rubrique 3670 : Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques avec une capacité de consommation de solvants organiques supérieure à 200 t/an ;
2. les conclusions sur les meilleures techniques disponibles principales sont les conclusions du BREF STS – Traitement de surface utilisant des solvants.

Article 4 – Bassin de régulation de débit

Compte-tenu de l'imperméabilisation de surfaces supplémentaires, le bassin de régulation Sud, avant rejet vers le Veil Escaut doit disposer d'un volume minimum de 21 903 m³.

Article 5 – Installations relatives à la fabrication de véhicules à hydrogènes

Article 5.1 – Les installations de stockage d'hydrogène

Sauf dispositions contraires prévues par le présent arrêté, les installations de stockage d'hydrogène sont exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté du 12 février 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4715. L'exploitant est par ailleurs tenu de respecter tout texte venant compléter ou abroger les dispositions prescrites par cet arrêté ministériel.

Article 5.2 – Stockage des modules HSS (Hydrogen Storage System)

Le stockage des modules HSS est réalisé en extérieur et à plus de 8 mètres des bâtiments.

Article 5.3 – Cabines de retouche et de réparation

Les cabines de retouche et de réparation acceptant des véhicules équipés de cellules d'hydrogène sont équipées :

- de matériels ATEX ;
- d'un système de détection d'hydrogène avec asservissement au système d'extraction d'air ;
- d'une extraction d'air fonctionnant en continu avec enclenchement d'une sur-vitesse en cas de détection hydrogène ;
- d'un signal d'alarme en cas de détection d'hydrogène ;
- d'un conduit d'évacuation de l'hydrogène vers la toiture.

Article 6 – Station service à hydrogène

Article 6.1 – Les installations pour le transfert d'hydrogène dans les réservoirs des véhicules terrestres

Sauf dispositions contraires prévues par le présent arrêté, les installations utilisées pour le transfert d'hydrogène dans les réservoirs de véhicules terrestres sont exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté du 22 octobre 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1416 (station de distribution d'hydrogène gazeux) de la nomenclature des installations classées. L'exploitant est par ailleurs tenu de respecter tout texte venant compléter ou abroger les dispositions prescrites par cet arrêté ministériel.

Article 6.2 – Capacité de la station de remplissage d'hydrogène

Le stockage d'hydrogène est réalisé en conteneur à tube de 300 kg à 200 bar. Deux unités peuvent être présentes sur le site, l'une en fonctionnement et l'autre en stockage. La capacité de compression est de 350 bars. L'installation est composée de 2 compresseurs. La pression de remplissage d'un véhicule est de 138 bar (soit l'équivalent de 237 g d'hydrogène par véhicule).

Article 6.3 – Accessibilité de la station service

La station service n'est pas en libre service. La commande de remplissage est limitée et réservée à un personnel habilité.

Article 6.4 – Implantation de la station service

L'installation doit être implantée à une distance d'au moins 8 mètres des limites de propriété ou de tout bâtiment.

Article 7 – Installations relatives à la fabrication des véhicules électriques

Article 7.1 – Chargement des batteries

Les batteries utilisées dans les lignes d'assemblage sont chargées à 10%.

Article 7.2 – Arrivée d'eau à proximité des batteries

Une arrivée d'eau est installée à proximité de la ligne d'assemblage (bâtiment SN01) pour immerger les batteries eKO en cas d'emballage thermique d'une batterie. Un caisson étanche ainsi qu'un réservoir sont disponibles.

Article 8 – Mesures de protection contre le risque incendie des bâtiments

Article 8.1 – Zone de stockage : zone Sud

Les bâtiments SN01, SUD 2 et bâtiment 26 sont équipés d'un système d'extinction automatique. L'auvent du bâtiment 26 est équipé d'un système d'extinction automatique sous eau glycolée. Ces systèmes d'extinction automatiques fonctionnent à l'aide de deux groupes motopompes, secourus par un groupe électrogène indépendant.

Article 8.2 – Défense extérieure contre l'incendie

L'exploitant permet au SDIS d'effectuer la reconnaissance opérationnelle annuelle des PEI (poteaux d'extinction incendie). À ce titre, il fournit au SDIS le rapport de contrôle technique des PEI comprenant la mesure de débit des hydrants (y compris en simultané) et le volume utile de la citerne incendie.

L'exploitant avertit, sans délai, le Centre de Traitement de l'Alerte territorialement compétent en cas d'indisponibilité des PEI, ainsi que le retour à l'état de disponibilité de ces derniers, selon les modalités définies par le SDIS. De plus, l'exploitant remédie aux indisponibilités dans les délais les plus brefs.

L'exploitant limite la pression du réseau incendie alimentant les poteaux d'incendie de manière à ce qu'elle soit inférieure à 10 bars ou met à disposition du SDIS, en cas d'intervention, au moins 6 limiteurs de pression. Les poteaux d'incendie sur des réseaux d'eau surpressés (supérieur à 10 bars) sont de couleur jaune sur 50 % minimum de leur surface. Ils peuvent également être équipés de dispositifs rétro réfléchissants.

L'exploitant assure le fonctionnement du réseau incendie privé (pomperie et alimentation électrique) pendant deux heures minimum en charge maximale. De plus, l'alimentation électrique doit être secourue et assurée en cas de coupure de l'alimentation principale.

Article 8.3 – Moyens de lutte contre l'incendie

L'article 8.11.6 de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1993 est remplacé par les prescriptions suivantes :

« Article 8.11.6 – Alimentation en eau

L'établissement dispose du réseau d'eau potable ainsi que d'une réserve d'eau permanente d'une capacité minimale de 3000m³. La quantité d'eau mise à disposition pour l'extinction (hors système d'extinction automatique) doit être au minimum de 1 140 m³ utilisables pendant deux heures (570 m³/h). L'exploitant justifie auprès du SDIS, de la disponibilité du volume d'eau requis dans le cadre de la Défense Extérieure Contre l'Incendie, tous les trois ans (une mesure de débit simultané sur 4 poteaux d'incendie, avec un objectif à atteindre de 450 m³/h en débit cumulé sur 4 poteaux d'incendie).

Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptible de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs-pompiers. »

Article 9 – Mesures compensatoires

L'exploitant met en place un linéaire minimum de 250 mètres de haie sur une largeur de 2 mètres conformément au rapport de l'écologue annexé au dossier de porter à connaissance eK0 et conformément au dossier déposé.

Article 10 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20 003 – 59 039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche – Grande Arche de la Défense – 92 055 LA DÉFENSE Cedex.

Le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet des éventuels recours gracieux ou hiérarchique.

En outre, cet arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de LILLE conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement par :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de **deux mois** à compter du jour où l'arrêté leur a été notifié, ou dans le délai de deux mois suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou suivant la naissance d'une décision implicite née du silence gardé pendant deux mois par l'administration ;

2° les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de **deux mois** à compter de :

a) l'affichage en mairies ;

b) la publication de l'arrêté sur le site internet des services de l'État dans le Nord.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté.

Le tiers, auteur du recours contentieux, est tenu d'informer l'auteur de la décision et le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt dudit recours à peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62 039, 59 014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 11 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le sous-préfet de VALENCIENNES sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maires de LIEU-SAINT-AMAND et d'HORDAIN ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairies de LIEU-SAINT-AMAND et d'HORDAIN, où il pourra être consulté un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché en mairies pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins des maires ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-apc-2025>) pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Lille, le **10 JUL. 2025**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

